



VILLE DE JUVIGNAC
997 allées de l'Europe
34990 Juvignac

service marchés publics

Abattage, rognage et réfection de voirie

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

C.C.A.P.

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants

1.1 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

1.1.1 - Tranches et Lots

1.1.2 - Forme du marché

1.2 - Maîtrise d'ouvrage

1.3 - Maîtrise d'œuvre

1.4 - Contrôle technique

1.5 - Coordination Sécurité et protection de la santé

1.6 - Sous-traitance

Article 2 - Documents contractuels

a) Pièces particulières :

b) Pièces générales :

Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages

3.1 - Répartition des paiements

3.2 - Tranches conditionnelles

3.3 - Répartition des dépenses communes de chantier

3.4 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes -

Travaux en régie

3.4.1 - Modalités d'établissement des prix

3.4.2 - Prestations fournies au titulaire

3.4.3 - Caractéristiques des prix pratiqués

3.4.4 - Modalités de règlement des comptes

3.5 - Variation dans les prix

3.5.1 - Type de variation des prix

3.5.2 - Mois d'établissement des prix du marché

3.5.3 - Modalités de variation des prix

3.5.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

3.6 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

3.6.2 - Modalités de paiement direct

3.6.2.1 - Cotraitants

3.6.2.2 - Sous-traitants

3.6.3 - Monnaie de compte du marché

Article 4 - Délai d'exécution

4.1 - Délai d'exécution des travaux

4.2 - Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

4.3 - Pénalités - primes d'avance

4.3.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

4.3.2 Pénalités diverses

4.3 - Pénalités - primes d'avance

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Article 5 - Clauses de financement et de sûreté

- 5.1 - Garantie financière
- 5.2 - Avance
- Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits
 - 6.1 - Provenance des matériaux et produits
 - 6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt
 - 6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits
- Article 7 - Implantation des ouvrages
 - 7.1 - Piquetage général
 - 7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens
- Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux
 - 8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
 - 8.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail
 - 8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail
 - 8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers
 - 8.5 - Conditions sociales ou environnementales
 - 8.6 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail
- Article 9 - Contrôles et réception des travaux
 - 9.1 - Essais et contrôles des ouvrages
 - 9.2 - Réception
 - 9.3 - Délais de garantie
 - 9.4 - Assurances
- Article 10 - Résiliation du marché - Règlement des litiges
 - 10.1 - Résiliation du marché
 - 10.2 - Règlement des litiges

Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux ou les ouvrages suivants :

Abattage, rognage et réfection de voirie

Les travaux se situent à l'adresse suivante :

- ◆ avenue des hauts de Fautcaude
- ◆ 34990 Juvignac

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Dans le présent C.C.A.P., l'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques qui a conclu le marché avec le maître d'ouvrage est désigné sous le vocable « le titulaire ».

1.1 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

1.1.1 - Tranches et Lots

Les travaux ne font pas l'objet d'un découpage en tranches.

Les travaux sont répartis par lots définis comme suit :

- ◇ Lot n° 1 : abattage et rognage
- ◇ Lot n° 2 : Réfection des voiries

l'entrepreneur chargé de l'exécution du lot principal est le titulaire du lot 2 .

1.1.2 - Forme du marché

Marché ordinaire passé par un Pouvoir Adjudicateur.

1.2 - Maîtrise d'ouvrage

Au sens de l'article 2 du C.C.A.G., le pouvoir adjudicateur est le maître de l'ouvrage pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le représentant du pouvoir adjudicateur est le représentant du maître d'ouvrage dûment habilité par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

Le maître de l'ouvrage est :

VILLE DE JUVIGNAC

La personne signataire du marché est :

Monsieur Jean-Luc SAVY, le Maire

Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le directeur des services techniques de la ville de Juvignac ou son Adjoint, représenté(e) par :

- Monsieur Georges DA FONSECA.

Le contenu précis des missions de la maîtrise d'œuvre publique est le suivant :

- suivi du chantier et réception.

1.4 - Contrôle technique

Les travaux à réaliser ne sont pas soumis au contrôle technique prévu par la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance construction.

1.5 - Coordination Sécurité et protection de la santé

Le chantier n'est pas soumis aux dispositions de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

1.6 - Sous-traitance

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve que le représentant du maître d'ouvrage l'ait accepté explicitement et agréé les conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.

Un sous-traitant indirect ne peut être accepté qu'à la condition que l'entrepreneur principal qui lui sous-traite l'exécution d'une partie de ses prestations apporte la preuve qu'il est techniquement mis dans l'obligation de le faire intervenir en tant que spécialiste.

Article 2 - Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

a) Pièces particulières :

- acte d'engagement (A.E.)
- cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- bordereau des prix unitaires (lots à prix unitaires) ;
- détail estimatif;

b) Pièces générales :

- ◆ cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, annexé à l'arrêté du 8 septembre 2009 (JO du 1er octobre 2009) ;
- ◆ cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.5.2 du présent cahier.

Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé :

- soit au titulaire et à ses sous-traitants ;
- soit au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 - Répartition des dépenses communes de chantier

Les dispositions de l'article 10 du C.C.A.G. sont applicables.

3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

3.4.1 - Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et tiennent compte des sujétions techniques précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prix de chaque lot sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du lot, la marge du titulaire, du mandataire ou du cotraitant auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

Les prix afférents au lot assigné au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 10.1.2 du C.C.A.G.

3.4.2 - Prestations fournies au titulaire

Sans objet.

3.4.3 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés :

- ◇ par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, pour le(s) lot(s) suivant(s) : lot 1 abattage et rognage
- ◇ par des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans l'état des prix forfaitaires pour le lot 2 Réfection des voiries

3.4.4 - Modalités de règlement des comptes

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes : les comptes sont réglés en une seule fois, à l'achèvement des travaux.

Le droit de percevoir des acomptes mensuels est néanmoins reconnu au titulaire si ce dernier est une petite et moyenne entreprise ou une société coopérative ouvrière de production au sens du dernier alinéa de l'article 89 du CMP.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article 40 de la loi du 28 janvier 2013, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros conformément à l'article 9 du décret du 29 mars 2013.

3.5 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-dessous :

3.5.1 - Type de variation des prix

Les prix sont fermes, actualisables suivant les modalités fixées au 3.5.3 et 3.5.4 du présent cahier.

3.5.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois ci-après : **Juillet 2015**; ce mois est appelé "mois zéro".

3.5.3- Modalités de variation des prix

L'actualisation est effectuée par application aux prix de chaque lot d'un coefficient calculé par la formule :

$$\diamond C_n = Id-3/I_0$$

où Io et $Id-3$ sont les valeurs prises respectivement au mois d'établissement des prix du marché et au mois d-3 par l'index de référence I du marché sous réserve que le mois du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois d'établissement du prix.

Le coefficient résultant du calcul de la formule d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

3.5.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.6 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 114 du code des marchés publics.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- ◇ les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- ◇ la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des Marchés Publics ;
- ◇ le comptable assignataire des paiements ;
- ◇ le compte à créditer.

3.6.2 - Modalités de paiement direct

3.6.2.1 - Cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Lorsque chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- ◇ indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- ◇ joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

3.6.2.2 - Sous-traitants

Conformément à l'article 116 du code des marchés publics, le sous-traitant adresse au titulaire, sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. La demande de paiement est accompagnée du double de la facture libellée au nom du titulaire ainsi que de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que ce dernier a reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'oeuvre.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'oeuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le maître d'oeuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans un délai maximum de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ci-dessus.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

3.6.3 - Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

Article 4 - Délai d'exécution

4.1 - Délai d'exécution des travaux

Les stipulations relatives au délai d'exécution figurent dans l'acte d'engagement, soit 1 mois.

4.2 - Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Pas de dispositions particulières.

4.3 - Pénalités - primes d'avance

4.3.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

Les stipulations de l'article 20.1 du C.C.A.G. sont seules applicables.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

En plus des pénalités journalières définies ci-dessus, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 200 euros TTC, en cas de non-respect de la date limite d'achèvement ou du délai d'exécution des travaux.

4.3.2 Pénalités diverses

En cas de non respect des obligations prévues au marché, le titulaire reçoit un avertissement du maître d'oeuvre lui indiquant les points précis de l'infraction et le délai pour y remédier.

Tout dépassement de ce délai donne lieu à l'application immédiate d'une pénalité fixée à 200 euros, pour chaque constat de l'un des événements ci-après :

- ◇ par jour de retard dans l'installation du chantier ;
- ◇ pour chaque nuisance ou bruit excessif au delà de la limite prescrite ;
- ◇ pour chaque infraction aux prescriptions de chantier constatée ;
- ◇ par jour de retard dans la remise ou la diffusion de documents ;
- ◇ par jour de retard dans la fourniture des renseignements demandés, tels que :
 - ▽ délais d'approvisionnement ;
 - ▽ début d'intervention sur le chantier ;
 - ▽ délais d'exécution proposé ;
 - ▽ effectif échelonné dans le temps ;
 - ▽ etc...
- ◇ par jour de retard dans la présentation sur le chantier des prototypes ou échantillons de matériaux ;
- ◇ par jour de retard dans l'évacuation des gravois ou déblais.

4.3.5 Primes d'avance

Le versement de primes d'avance n'est pas prévu au marché.

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Pas de stipulations particulières.

4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Aucun document n'est à remettre après exécution.

Article 5 - Clauses de financement et de sûreté

5.1 - Garantie financière

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

5.2 - Avance

Sauf refus du titulaire, une avance lui est versée dans les conditions prévues à l'article 87 du Code des Marchés Publics.

Sous réserve des dispositions de l'article 115 du CMP relatives à la sous-traitance, cette avance est égale à 5% du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois (si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois).

Le titulaire est dispensé de la garantie et de la caution prévues à l'article 89 du Code des Marchés Publics.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours compté à partir de la date de début d'exécution des travaux du lot concerné. Toutefois, lorsque la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire est exigée, pour tout ou partie du remboursement d'une avance, le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette garantie ou de cette caution.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des travaux exécutés au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des travaux exécutés atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

En cas de marché reconductible, les dispositions du présent article s'appliquent sur le montant des prestations de la période initiale et sur le montant de chaque reconduction.

Si le marché est passé avec des opérateurs économiques groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des travaux est au moins égal à 50 000 € HT. Les modalités de détermination du montant des avances s'appliquent alors au montant en prix de base des travaux de chaque lot. Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque lot est considéré comme un marché distinct.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués à la diligence du prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint ou dépasse 65% du montant de l'acte spécial. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le maître d'ouvrage dès la notification de l'acte spécial.

Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est déjà pas fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

Article 7 - Implantation des ouvrages

7.1 - Piquetage général

Le piquetage général est effectué contradictoirement par le titulaire avant le commencement des travaux pour les ouvrages suivants :

- Plan général d'implantation :
 - L'entrepreneur réalisera à ses frais les opérations d'implantation des ouvrages. Celle-ci sera soumise à l'accord du Maître d'Ouvrage, qui se réserve le droit d'imposer à l'entrepreneur, le géomètre expert de son choix.
 -
- Piquetage général :
 - Le piquetage général est effectué par l'Entrepreneur et vérifié contradictoirement avec le Maître d'Ouvrage avant le début des travaux.
 - L'Entrepreneur est tenu de veiller à la conservation des piquets et de les rétablir ou de les remplacer dans des conditions identiques en cas de besoin, soit à leur emplacement primitif, soit en un autre point si l'avancement des travaux l'exige.
- Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés :
 - Le piquetage spécial des tracés des canalisations, câbles ou ouvrages souterrains est à effectuer par l'Entrepreneur, contradictoirement avec le Maître d'Ouvrage avant le début des travaux.
 - Pour chaque ouvrage l'Entrepreneur doit établir un plan de piquetage. Ce plan doit être visé par le Maître d'Ouvrage et notifié à l'Entrepreneur avant le début des travaux.

dans les conditions ci-dessous :

- conformément à l'article 27.2.3 du C.C.A.G.

avec le degré de précision indiqué au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prix du marché incluent les opérations de piquetage général.

7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué dans les conditions suivantes :

- aucune condition particulière

Le titulaire ainsi que les entreprises sous-traitantes ou les membres d'un groupement d'entreprises, chargées de l'exécution de travaux entrant dans le champ d'application des annexes I à VII bis du décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, doivent adresser une déclaration d'intention de commencement des travaux à chaque exploitant d'ouvrage concerné par les travaux.

Cette déclaration, qui est établie sur un imprimé conforme au modèle déterminé par l'arrêté du 16 novembre 1994, doit être reçue par les exploitants d'ouvrages dix jours au moins, jours fériés non compris avant la date de début des travaux.

Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux

8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il n'est pas fixé de période de préparation. Le titulaire n'est pas tenu de soumettre au visa du maître d'oeuvre le programme d'exécution.

8.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Sans objet.

8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10 % et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixée à 10 %.

8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Les stipulations relatives à l'installation, l'organisation, la sécurité et l'hygiène des chantiers sont définies dans le CCTP .

8.5 - Conditions sociales ou environnementales

Sans objet.

8.6 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du C.C.A.G., le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'oeuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'oeuvre est employée.

Article 9 - Contrôles et réception des travaux

9.1 - Essais et contrôles des ouvrages

Sans objet. Le chantier est suivi par la direction des services techniques

9.2 - Réception

La réception des travaux est prononcée dans les conditions prévues à l'article 41 du C.C.A.G.

9.3 - Délais de garantie

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du C.C.A.G., fixé à 12 mois.

Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à l'obligation de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 du C.C.A.G.

9.4 - Assurances

Le maître de l'ouvrage n'a pas prévu la souscription d'une "POLICE GLOBALE DE CHANTIER".

Le maître de l'ouvrage n'a pas prévu la souscription d'une "POLICE UNIQUE DE CHANTIER GENIE CIVIL".

Le titulaire et, le cas échéant, les cotraitants, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil.

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d'assurance doivent être adressées par les intéressés au maître d'oeuvre dans un délai de quinze jours à compter de

la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution. A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de bloquer le paiement des travaux jusqu'à ce que le titulaire délivre cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

Article 10 - Résiliation du marché - Règlement des litiges

10.1 - Résiliation du marché

Les clauses des articles 46 à 48 du C.C.A.G. sont applicables, avec les précisions suivantes.

A - Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 46.4 du C.C.A.G. est fixé à 5 %.

B - Résiliation du marché pour faute du titulaire

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 46.3 et 48.4 du C.C.A.G., la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k et l du 46.3.1 du C.C.A.G., une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

C - Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire

Dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire (art. 46.1.1. et 46.1.3. du C.C.A.G.), les prestations sont réglées sans abattement.

D - Résiliation en cas de groupement

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 46.1.1 à 46.1.3. du C.C.A.G., les dispositions de ces articles sont applicables.

10.2 - Règlement des litiges

Il est fait application des dispositions de l'article 50 du C.C.A.G.

Le Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34063 Montpellier tel . 04/67/54/81/00 fax 04/67/54/81/56 est seul compétent.

Lu et accepté
(signature)